

CESSION DE LA BRASSERIE D'ORAN

Les travailleurs attendent des explications

La nouvelle est tombée il y a tout juste 48 heures annonçant la privatisation de la Brasserie d'Oran (BAO) qui faisait partie du portefeuille du Groupe Boisson d'Algérie (SGP/Cojub).

Le repreneur l'Eurl Vignobles de l'Oranie, est connu sur la place publique pour être propriétaire de commerces et de négoce de vin et de bière donc pour être quelqu'un du secteur.

Il a été d'ailleurs par le passé un client qui se fournissait auprès de la brasserie d'Oran. Cette reprise par un privé algérien met fin à des années de feuilleton autour de la privatisation de la BAO, qui est presque ici à Oran une institution, sa création remontant au début du XIX^e siècle. Malgré la très forte concurrence qui s'est créée dans le marché de la bière, avec l'installation de

groupe français Castel, tout près d'Oran et qui, un temps, s'était fait connaître comme un éventuel repreneur, mais aussi avec les unités du Groupe Mehri, la brasserie d'Oran était parvenue à se maintenir en préservant une part du marché grâce à sa bière "la 31" toujours très appréciée par les amateurs. Malgré un équipement vétuste, une opération de renouvellement d'une partie de la chaîne de fabrication, la brasserie d'Oran est l'une des seules unités de production de bière, du groupe, à présenter jusqu'à ce jour des comptes positifs.

Les différents avis d'ap-

pel d'offres, qui ces 10 dernières années, ont été émis par la SGP/Cojub, avaient mis à mal le moral des travailleurs dont une bonne partie a, peu à peu, choisi le départ volontaire devant l'incertitude de leur avenir. Aujourd'hui, il ne reste à peu près que 130 travailleurs dont certains cumulent 20 à 25 ans de métier.

Mais l'annonce de la reprise a, pour l'heure surtout, abasourdi les travailleurs et leurs représentants syndicaux, convaincus que leurs propres dossiers de reprise seraient acceptés par le CPE.

En effet, le collectif des travailleurs s'est constitué en société il y a de cela plusieurs années, en vertu du décret 01-353 du 10 novembre 2001 pour dépo-

ser leur dossier de rachat de leur propre unité et cela, lors de l'une des dernières soumissions en 2005. Les travailleurs étaient très confiants, car ils avaient appris qu'ils avaient été les seuls soumissionnaires à l'époque pour la reprise de la BAO. Aujourd'hui, avec cette annonce, c'est quelque peu la déception qui domine, d'autant plus que les représentants syndicaux n'ont aucune information officielle sur les détails de la reprise par l'Eurl Vignobles de l'Oranie, c'est-à-dire sur le montant de la cession, le devenir des travailleurs et surtout sur quel traitement a été réservé à leurs dossiers de reprise. Une délégation doit se rendre à Alger ce samedi pour obtenir plus de précisions : pourquoi leur

démarche de reprendre leur unité n'a pas été acceptée, et ensuite, sur ce qui attend les travailleurs qui d'ores et déjà réclament que leurs droits leur soient accordés

dans l'éventualité d'une compression importante des travailleurs. Si la cession venait à se confirmer, c'est la fin d'une époque pour la BAO.

Fayçal M.

FACE A LA FLAMBEE DES PRIX

La pomme de terre au menu du Conseil de gouvernement

Confronté à la flambée des prix de la pomme de terre, atteignant des niveaux intolérables pour le citoyen, le ministre du Commerce présentera dans les prochains jours devant le Conseil du gouvernement une communication sur les moyens de prise en charge de ce problème. C'est ce que le ministre du Commerce, El Hachemi Djaâbouh, a assuré, hier, lors d'un séminaire d'information sur les intoxications alimentaires.

Une hausse des prix que le ministre du Commerce impute à des «raisons objectives» dont le manque du produit. D'où la nécessité, selon le ministre du Commerce, d'assurer «pour les mois d'août, septembre, octobre et jusqu'à la mi-novembre, début de la campagne de récolte de la pomme de terre, la disponibilité de 400 000 tonnes de pomme de terre». Alors qu'il avait écarté naguère le recours à l'importation, El Hachemi Djaâbouh semble changer de cap même s'il considère que «tout dépend de la production locale».

En effet, il a assuré hier que l'importation de la pomme de terre «est à l'ordre du jour comme pour les autres produits alimentaires, et c'est une solution à laquelle recourt le gouvernement en cas de nécessité».

Dans ce contexte, le ministre a indiqué qu'effectivement «certains particuliers ont déjà commencé à importer ce produit et nous avons constaté l'arrivée de 25 000 tonnes au niveau des ports».

C. B./APS

COMMERCE EXTERIEUR

14,3 milliards de dollars d'excédent au 1^{er} semestre 2007

L'Algérie a réalisé, durant le premier semestre 2007, un excédent commercial de 14,30 milliards de dollars contre 17,70 milliards de dollars à la même période. Selon le Centre national de l'informatique et des statistiques (Cnis) des Douanes nationales, les exportations ont atteint 27,11 milliards de dollars, en baisse de 4,21% par rapport aux six premiers mois de 2006, et les importations 12,80 milliards de dollars (+20,70%). Les exportations d'hydrocarbures ont continué à représenter l'essentiel des ventes de l'Algérie vers l'étranger avec 98% de la valeur globale mais en baisse de 4% par rapport à la même période 2006. Quant aux exportations hors hydrocarbures,

elles demeurent marginales avec seulement 2% du volume global des exportations et une valeur de 539 millions de dollars. Elles ont diminué d'environ 13% par rapport au 1^{er} semestre 2006.

Au 1^{er} semestre, l'essentiel des échanges extérieurs de l'Algérie était centré sur les partenaires traditionnels, les pays de l'OCDE occupant 70,28% des importations et 90,77% des exportations de notre pays. Ainsi, l'Union européenne demeure le principal partenaire commercial avec 53,05% des importations et 51,12% des exportations algériennes.

De janvier à fin juin derniers, les principaux clients de l'Algérie étaient les Etats-Unis d'Amérique avec 6,88 milliards

de dollars, l'Italie (4,66 MDS USD), l'Espagne (2,76 MDS USD), la France (2,56 MDS USD), le Canada (1,86 milliard USD), les Pays-Bas (1,45 milliard USD) et la Turquie (1,2 milliard USD). Quant aux principaux fournisseurs, la première place est revenue à la France avec 2,39 milliards de dollars, suivie de la Chine (1,13 milliard de dollars), l'Italie (1 milliard), les Etats-Unis d'Amérique (946 millions), l'Allemagne (882 millions), l'Espagne (688 millions) et le Japon avec 574 millions de dollars).

En 2006, l'Algérie avait réalisé un excédent commercial record de 31,82 milliards de dollars.

C. B./APS

RBC, DISTRIBUTEUR EXCLUSIF DE PANASONIC

EN ALGERIE

Une zone franche est indispensable pour tout investissement direct

Rafidain Business Center (RBC), représentant et distributeur exclusif des produits Panasonic en Algérie, commercialisera en septembre prochain un écran Plasma, le plus grand en Afrique et de 103 pouces (2,60 m).

Une offre voulue booster les ventes des produits de la marque japonaise, accessibles en termes de prix adaptés, Panasonic, n° 1 au niveau mondial, occupant, selon le staff dirigeant de RBC, la première place en Algérie dans la commercialisation des matériels bureautiques et de communication (audiovisuel). Notamment les climatiseurs et ventilateurs, les caméscopes Lumix dont une gamme a été commercialisée de manière inédite sur le marché algérien, les LCD ou les appareils fax dont RBC a vendu entre 28 000 unités entre 2006 et 2007. Néanmoins, la vente des téléviseurs Panasonic est «très faible» dans notre pays, en raison du pouvoir d'achat des consommateurs considéré comme également faible. Cela étant, RBC est présent depuis 1991 en Algérie, y disposant d'un service de maintenance et a

développé une politique commerciale et de marketing efficiente d'intermédiation entre le client et le producteur.

En outre, la contrefaçon des produits Panasonic est très limitée, selon le directeur général de RBC, Hadi Mansour. Ce dernier intervenait hier au siège du groupe Rafidain, implanté au Palais des expositions (Pins Maritimes) en marge de la cérémonie de remise de prix aux lauréats d'un concours virtuel. Pour autant, RBC, qui réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 20 millions de dinars, ne compte pas élargir sa présence en Algérie au stade de l'investissement direct en raison essentiellement de l'insuffisance du marché algérien pour cette firme. A ce propos, le responsable de RBC a laissé entendre hier que tout investissement direct est conditionné par l'allègement des taxes douanières à l'export. Pour Hadi Mansour, la nécessité de la création d'une zone de libre-échange s'impose pour faciliter l'exportation au niveau régional des produits commercialisés en Algérie. Ce qui aurait été possible si le projet d'une zone franche comme celle de Bellara n'avait pas

avorté. En ce sens, le représentant de RBC a appelé à ce que l'Algérie adhère à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et baisse ses taxes douanières. Cela étant, RBC compte investir le champ culturel en organisant des activités culturelles même si Hadi Mansour n'a pas voulu souffler mot sur leur nature.

Celle-ci pouvant être la diffusion sur la télévision nationale d'émissions culturelles et ludiques ou de concours à l'instar du concours via Internet, organisé pour la première fois par RBC entre le 25 mai et le 16 juin derniers.

Quelque 9 000 personnes ont participé à ce concours en répondant sur le site web de Rafidain à des questions de culture générale et à d'autres relatives à la marque Panasonic. Trois lauréats, originaires des villes de Tizi-Ouzou, Sétif et Médéa, ont été primés hier, en présence d'un conseiller de la ministre de la Culture.

Ils ont reçu pour le premier un écran Plasma 42, le second un téléviseur 74 cm et la troisième un téléviseur 55 cm.

C. B.

UNE BOMBE EXPLOSE AU PASSAGE D'UN CONVOI MILITAIRE AUX ISSERS

Un militaire tué et 17 blessés

Les terroristes du GSPC Al Qaïda Maghreb ont commis un attentat à l'explosif qui a, malheureusement, coûté la vie à 1 militaire tandis que 7 autres ont subi des blessures diverses.

L'attentat a été perpétré dans la matinée d'hier vers 9h. L'engin a été placé dans un caniveau de la RN68 (les Issers-Draâ-El-Mizan par Chabet-El-Ameur) au niveau du village de Bouchakour dans la commune des Issers. Il a été actionné à distance au passage du véhicule militaire.

Il y a lieu de rappeler que cette région de la commune des Issers a vécu plusieurs attentats à l'explosif contre les convois des services de sécurité. Les simples citoyens ont également subi des pertes suite à des attentats à la bombe que les terroristes se contentent de déposer sur le bord de la route et attendre l'arrivée des véhicules pour déclencher la mise à feu.

Par ailleurs, selon nos informations, c'est dans les maquis de ladite commune que sévit la seriate Ettedjir (explosions) que commande, d'après des sources sécuritaires, un certain Haroun.

Ce groupe composé de 3 éléments autonomes par rapport aux seriates locales, est soupçonné d'avoir confectionné les bombes qui ont servi dans les attentats d'Alger et de fabriquer les engins explosifs pour les groupes locaux.

Au début de juin dernier, les policiers de la commune des Issers ont neutralisé un redoutable artificier qui plus est n'était même pas fiché. Cet attentat pourrait donc indiquer que cette sinistre seriate est toujours en activité dans la région des Issers, dans le cas contraire l'artificier arrêté par les policiers des Issers a réussi, avant son arrestation, à former des assassins à l'explosif que les services de sécurité doivent neutraliser rapidement en cherchant leurs points d'appui au niveau de la région de Bouchakour.

L. H.